



**PRÉFET
DU
PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME
ARRÊTÉ N°

20241236

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

ARRÊTÉ N°

**portant prescriptions du suivi de la qualité des eaux souterraines et des gaz du sol,
et finalisation du plan de gestion par la Société LUXFER
sur le territoire de la Commune de GERZAT**

Le préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45, R. 512-39-1, R. 512-39-3 et R.512-39-4 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 07/01172 du 14 mars 2007 autorisant la société LUXFER GAS CYLINDERS à exploiter un établissement de fabrication de bouteilles en aluminium et alliages d'aluminium sur le territoire de la commune de GERZAT ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 10/00809 du 24 mars 2010 modifiant les dispositions de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2007 autorisant la Société LUXFER GAS CYLINDERS, commune de GERZAT ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 20/01203 du 29 juin 2020 prescrivant la réalisation d'investigations complémentaires ;

Vu les notifications de cessation d'activité du 27 mars 2019 et 29 août 2019 ;

Vu le rapport 20230605-RAP-63-0727-LUXFER_suitePG+IEM du 15 juin 2023 de l'inspection des installations classées, de demande de compléments sur le plan de gestion et conclusions de l'Interprétation de l'État des Milieux (IEM) ;

Vu la lettre préfectorale 20230605-LET-63-0728-LUXFER_Lexp du 21 juin 2023 de demande d'investigations complémentaires et de mise à jour du plan de gestion ;

Vu le rapport de visite du 17 juin 2024 de l'inspection des installations classées ;

Vu la note du 19 avril 2017 relative aux sites et sols pollués – Mise à jour des textes méthodologiques de gestion des sites et sols pollués de 2007 ;

Vu le projet d'arrêté porté par courriel du 17 juin 2024 à la connaissance du demandeur ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel du 28 juin 2024 ;

Considérant que les diagnostics de l'état des sols et de la nappe réalisés par LUXFER GAS CYLINDERS ont montré la présence de pollutions dans les sols et eaux souterraines de type solvants chlorés, hydrocarbures, métaux ;

Considérant que le plan de gestion montre la nécessité d'effectuer des travaux de dépollution sans que les techniques de traitement soient complètement définies ;

Considérant que les eaux souterraines sont un vecteur possible de transfert de la pollution vers l'extérieur du site et qu'il est nécessaire de protéger les tiers de cette pollution ;

Considérant l'absence de piézomètre en aval hydraulique de PzM, ne permettant pas de s'assurer que la zone d'investigation de l'IEM soit suffisante ;

Considérant que la mesure de qualité des eaux souterraines et des gaz du sol en aval des zones polluées est nécessaire pour déterminer et suivre l'évolution de l'extension géographique des impacts ;

Considérant que, conformément à l'article R. 512-39-4 du code de l'environnement, le préfet peut fixer par arrêté préfectoral toute prescription additionnelle que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement susvisé rend nécessaire ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général

ARRÊTE

Article 1 - Portée

La société LUXFER GAS CYLINDERS dont le siège social est situé 7 rue de l'Industrie - BP 7 – 63360 - Gerzat, est tenue de mettre en œuvre les prescriptions définies aux articles suivants, pour son site situé 7 rue de l'Industrie à GERZAT.

Article 2 - Surveillance des eaux souterraines et des gaz du sol

La surveillance consiste en un suivi des eaux souterraines de la nappe, et des gaz du sol sur des paramètres physico-chimiques et organiques.

Deux campagnes de surveillance par an sont réalisées, suivant une fréquence semestrielle, réparties en périodes de basses et hautes eaux.

La surveillance est réalisée conformément aux prestations A210 et A230 de la norme NF X 31-620-2 « Qualité du sol – Prestations de service relatives aux sites et sols pollués – Exigences dans le domaine des prestations d'études, d'assistance et de contrôle ».

Les prélèvements et échantillonnages des eaux souterraines sont réalisés conformément à la norme NF X31-615 « Qualité des sols - Méthodes de détection, de caractérisation et de surveillance des pollutions en nappe dans le cadre des sites pollués ou potentiellement pollués - Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines dans des forages de surveillance pour la détermination de la qualité des eaux souterraines - Qualité des sols - Méthodes de détection, de caractérisation et de surveillance des pollutions en nappe - Échantillonnage des eaux souterraines dans des forages de surveillance ».

Les résultats de ces contrôles, accompagnés de leurs commentaires éventuels, sont communiqués dès réception à l'inspection des installations classées.

Ces résultats seront comparés aux mesures précédentes.

Article 3 - Piézomètres, piézairs et paramètres recherchés

3.1 - Eaux souterraines

La surveillance de la qualité physico-chimique et organique de la nappe est réalisée au droit d'un réseau piézométrique constitué par les vingt-huit ouvrages existants (Pz1 à Pz7, Pz9 et Pz10, PR2, PR4, PzA, PzB, PzC, PzD, PzE, PzF, PzG, PzH, PzJ, PzK, PzL, PzM, PzN, PzO, PzP, PzQ, Puits Stade) dont l'implantation est fournie en annexe 1 et complétée par le ou les piézomètres prévus à l'article 4 du présent arrêté.

Au cours de chaque campagne de surveillance des eaux souterraines :

- les paramètres physico-chimiques sont mesurés in-situ :
 - pH ;
 - température ;
 - conductivité ;
 - potentiel redox ;
 - teneur en oxygène dissous
- des échantillons d'eau souterraine représentatifs de la nappe sont prélevés. Les concentrations des substances/familles de substances suivantes sont déterminées en laboratoire :
 - Hydrocarbures totaux (HCT C10-C40) ;
 - Composés Organo Halogénés Volatils (COHV).

Le niveau piézométrique doit être relevé à chaque campagne.

3.2 - Gaz du sol

La surveillance de la qualité physico-chimique et organique des gaz du sol est réalisée au droit d'un réseau constitué par les quatorze piézairs existants (3 sur site : Pza1, Pza2 et Pza3 et 11 hors site : PaC, PaE, PaF, PaG, PaH, PaM, PaN, PaO, PaP, PP-Nord et PP-Est) dont l'implantation est fournie en annexe 2 et complétée par les piézairs prévus à l'article 4 du présent arrêté.

Au cours de chaque campagne de surveillance des gaz du sol :

- des échantillons gaz du sol représentatifs sont prélevés. Les concentrations des substances/familles de substances suivantes sont déterminées en laboratoire :
 - Hydrocarbures volatils (HCT C₅-C₁₆) ;
 - Benzène et aromatiques (CAV - BTEX) ;
 - Composés Organo Halogénés Volatils (COHV).

3.3 - Adaptation

Les modalités de surveillance ci-dessus pourront être aménagées ou adaptées, au vu des résultats d'analyses prévus à l'article 2.

Article 4 - Extension du suivi piézométrique et piézair

Afin de définir l'extension géographique de la pollution des eaux souterraines en aval hydraulique de PzM, le réseau de piézomètres existant est complété par un ou plusieurs piézomètres à l'extérieur du site en aval hydraulique de PzM. Ce ou ces nouveaux piézomètres seront associés à un piézair chacun. Ces nouveaux ouvrages sont implantés dans les 6 mois qui suivent la signature du présent arrêté.

Article 5 - Convention pour les ouvrages (piézomètres et piézairs) extérieurs au site

Une convention relative aux conditions d'accès et de réalisation des prélèvements doit être signée avec chacun des propriétaires concernés par les ouvrages hors site, objets de la surveillance prévue à l'article 3. Une copie de chaque convention est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6 - Entretien du réseau de surveillance

Le maintien de tous les piézomètres et piézairs qui font l'objet de la surveillance prévue à l'article 3 du présent arrêté est assuré. L'ensemble de ces ouvrages est entretenu.

Article 7 - Finalisation du plan de gestion

Les plans de conception des travaux sont établis pour les zones le nécessitant pour finaliser le plan de gestion et valider les solutions de traitement proposées.

Le plan de gestion, actualisé avec les plans de conception des travaux, accompagné de leurs commentaires éventuels et des actions à entreprendre, sont communiqués à l'inspection des installations classées dans les 9 mois qui suivent la signature du présent arrêté.

Article 8 - Mise à jour de l'IEM

L'IEM est actualisée suite aux campagnes d'analyses effectuées sur les nouveaux ouvrages implantés en aval du piézomètre PzM requis à l'article 4 du présent arrêté dans un délai maximal de 12 mois qui suivent la signature du présent arrêté.

Article 9 - Délais et voies de recours

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou l'affichage du présent arrêté.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

En application de l'article R.181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur (Monsieur le préfet du Puy-de-Dôme) et au bénéficiaire de la décision (la société LUXFER, chez le cabinet Jones Day - 2 rue Saint-Florentin 75001 PARIS), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

En application des articles L.411-2 et R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Article 10 - Notification et publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est notifié à la société LUXFER et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme.

Article 11 - Exécution et copies

Le Secrétaire Général de la préfecture du Puy-de-Dôme, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est également adressée :

- au chef de l'Unité Inter-Départementale Cantal / Allier / Puy-de-Dôme de la DREAL à Clermont-Ferrand ;
- au Président de Clermont Auvergne Métropole ;
- au Maire de Gerzat.

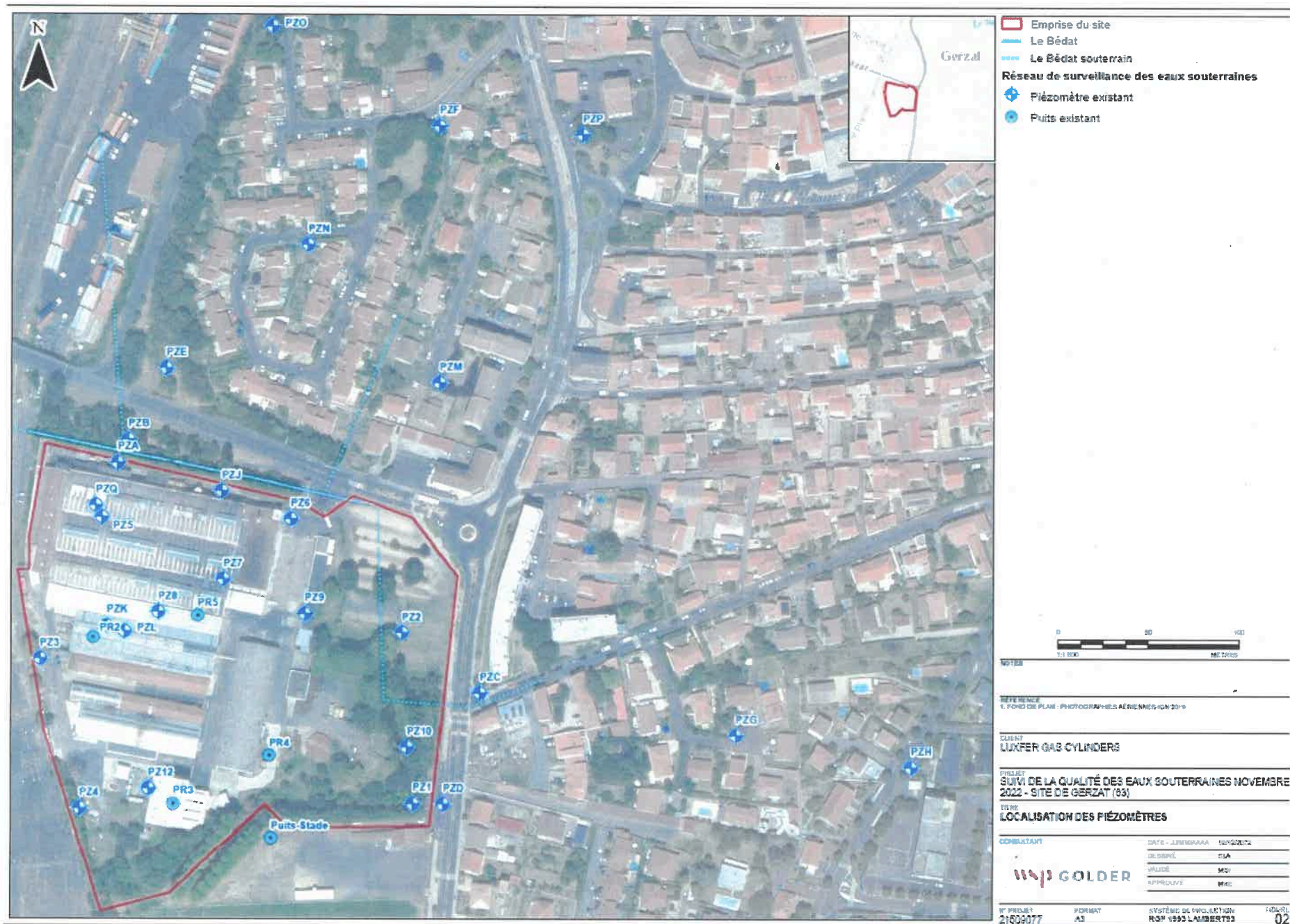
Clermont-Ferrand, le **12 JUIL. 2024**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

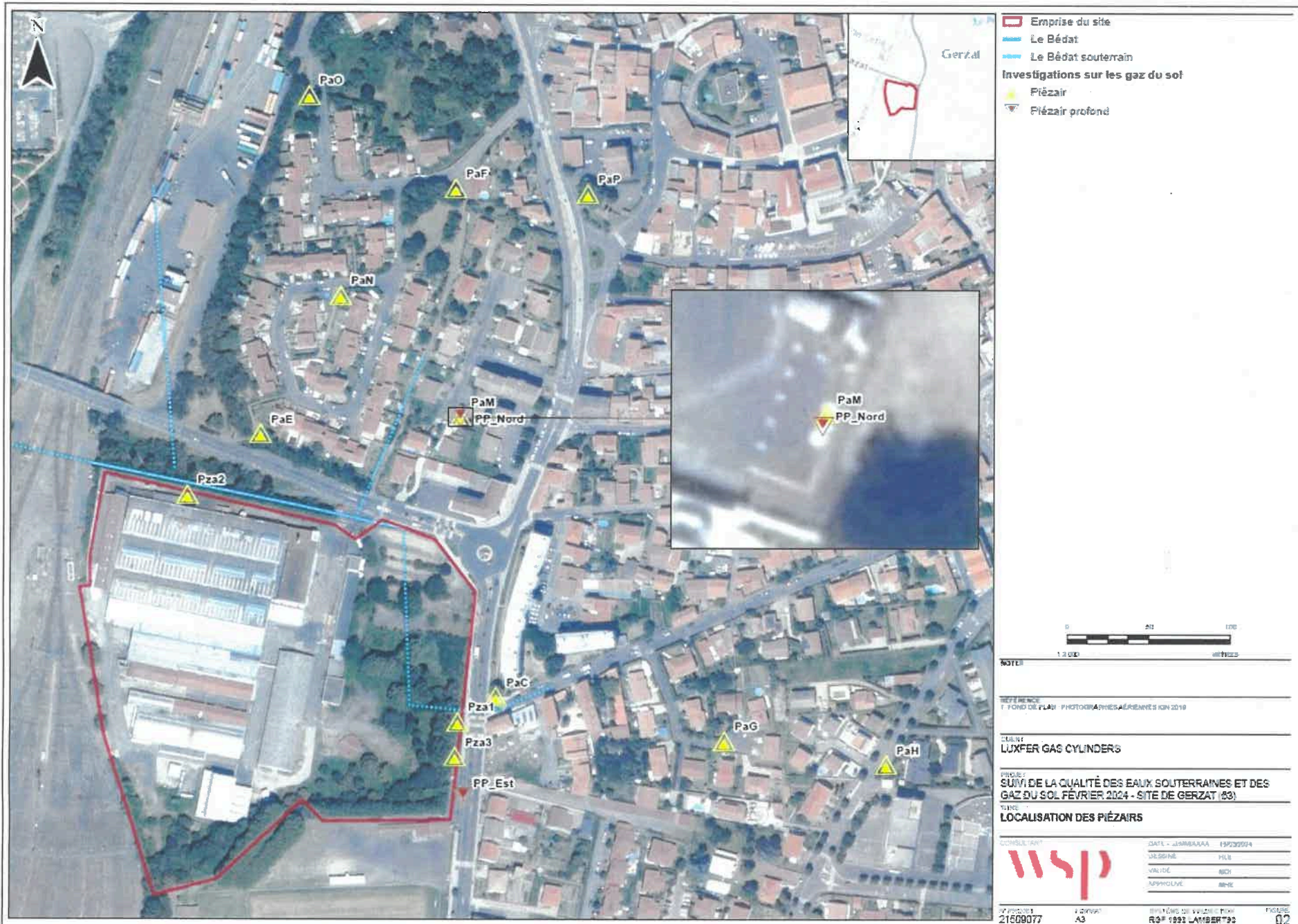


Jean-Paul VICAT

Annexe 1 : Carte d'implantation des ouvrages de surveillance des eaux souterraines existants



Annexe 2 : Carte d'implantation des piézairs existants



Annexe 3 : Carte piézométrique

